

unité départementale des Côtes d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 29 décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2023

Contexte et constats

Publié sur 

PLESIDY ENERGIE

Immeuble Les Dorides
1 rue Eugène Varlin
44100 Nantes

Code AIOT : 0005518188

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2023 dans l'établissement PLESIDY ENERGIE implanté Plesidy 22720 Plésidy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a procédé à une campagne d'une trentaine de visites d'inspections inopinées dans le département. Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de cette action.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PLESIDY ENERGIE
- Plesidy 22720 Plésidy
- Code AIOT : 0005518188
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Plesidy, constitué de 5 aérogénérateurs, a été autorisé par arrêté préfectoral en date du 20 juin 2018. La puissance totale de ce parc éolien est de 11 MW. Ce parc éolien est en fonctionnement depuis le 19 juin 2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Dispositions constructives
- Exercice de mise en sécurité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|----------------------------|--|-------------------|
| 1 | Dispositions constructives | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7 | Sans objet |
| 2 | Exploitation | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 | Sans objet |
| 3 | Risque | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23 | Sans objet |
| 4 | Exploitation | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucun écart vis-à-vis des prescriptions contrôlées n'a été relevé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions constructives

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7 |
| Thème(s) : Autre, Accès |
| Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. |
| Constats : Lors de l'inspection inopinée effectuée le lundi 25 septembre 2023, nous avons relevé que l'unique éolienne du parc éolien détient une voie d'accès carrossable. Celle-ci est en bon état de propreté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Exploitation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 |
| Thème(s) : Autre, Exploitation |
| Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. |
| Constats : Le numéro d'identification de l'aérogénérateur inspecté est affiché sur le panneau d'accès à la plateforme et sur l'éolienne : E4. Dans le cadre de l'inspection, nous avons remarqué la présence d'un panneau d'information situé sur le chemin menant à la plateforme de l'éolienne inspectée ainsi qu'une barrière. Ce panneau est en conformité avec les prescriptions réglementaires. Il comporte l'ensemble des consignes de sécurité à suivre ainsi que la localisation de l'éolienne concernée. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Risque

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23 |
| Thème(s) : Autre, Risque |
| Prescription contrôlée : En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure : <ul style="list-style-type: none">- de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ;- de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur. |
| Constats : Un exercice d'entraînement a été réalisé lors de l'inspection. Il s'est réalisé depuis le chemin menant à la plateforme sur l'éolienne inspectée. L'exercice consiste à prétendre qu'un incendie est constaté à proximité de l'éolienne. 15h13 : Début de l'exercice. L'inspection appelle le numéro à contacter en cas d'urgence relevé sur le panneau d'affichage. Le chargé de conduite de la société Valemo était peu réactif à l'exercice et a laissé paraître une mauvaise maîtrise de la situation. L'inspection a été dans l'obligation d'insister pour appliquer la mise en sécurité l'éolienne concernée. Il nous a expliqué qu'il devait contacter le chargé d'exploitation de la société BayWa pour appliquer les mesures de mises en sécurité. 15h21 : Le chargé de conduite de la société Valemo appelle la société BayWa pour lancer la procédure de mise en sécurité de l'installation. 15h51 : l'inspection constate que le parc éolien est à l'arrêt. Par conséquent, l'éolienne concernée s'est donc mise en position de sécurité. À 16h00, le responsable d'exploitation de la société BayWa a contacté l'inspection pour faire le point sur l'exercice et expliquer les difficultés rencontrées. Il a justifié le manque de réactivité en mentionnant que la société a fait l'objet de canulars téléphoniques. De plus, les capteurs de sécurité de l'éolienne ne signalaient aucune anomalie, ce qui avait suscité des soupçons de canular de la part du chargé de conduite de la société Valemo. Les constatations faites pendant l'exercice sont conformes aux exigences de sécurité stipulées dans le présent article, malgré les difficultés rencontrées par l'opérateur. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Exploitation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13 |
| Thème(s) : Autre, Exploitation |
| Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements. |
| Constats : Le jour du contrôle, l'accès à l'intérieur de l'aérogénérateur est clos. |
| Type de suites proposées : Sans suite |